

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES
ENTRE
LA COMMUNE DE FIGANIERES
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE**

Vu les dispositions des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ;

Vu l'avis du comité technique de la Communauté d'Agglomération Dracénoise qui s'est tenu le 14 mars 2016 et dans l'attente, pour la commune de Figanières, de l'avis du comité technique du Centre de Gestion du Var qui a été saisi le 18 février 2016 ;

Vu les délibérations n°XXX du 31 mars 2016 de la Communauté d'Agglomération Dracénoise et n°20 du 26 février 2016 de la Commune de Figanières ;

Entre

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, représentée par son Président, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, régulièrement habilité à signer la présente convention par la délibération du 31 mars 2016 n° _____,

Désignée ci-après « la CAD »,

D'une part,

Et

La Ville de Figanières, ci-après désignée « la Commune », représentée son Maire, Monsieur Bernard CHILINI, régulièrement habilité à signer la présente convention par une délibération du 26 février 2016, n°20,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} — Objet de la convention

Dans le souci d'une bonne organisation des services, conformément à l'article L. 5211-4-1 I. du CGCT susvisé, la Commune de Figanières et la CAD sont convenus que le service technique de la commune est mis, partiellement, à disposition de la CAD, pour assurer la restructuration paysagère et l'entretien du jardin des senteurs situés sur la commune de Figanières.

Article 2 — Service mis à disposition

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne 310 heures annuelles de travail du service technique municipal, correspondant au jour de signature des présentes à un agent de catégorie B et deux agents de catégorie C.

Ces agents territoriaux affectés au sein du service mis à disposition, conformément aux présentes, sont de plein droit mis à la disposition de la partie bénéficiaire pour la durée de la présente convention.

Les agents concernés en seront informés par leur hiérarchie.

Les agents mis à disposition continuent de percevoir leur rémunération de la Commune, comme précisé à l'article 3 des présentes.

La mise à disposition porte également sur les matériels de travail et de locomotions qui sont liés à ce service (cf. article 4 de la présente convention).

Si la Commune décide de réorganiser ses services, ce qu'elle est toujours libre de faire, elle notifiera, sous quinze jours, par tout moyen écrit qu'elle jugera bon d'utiliser, à la CAD toute information utile à la bonne compréhension de sa nouvelle organisation avec une indication des personnes mis à la disposition de la CAD en vertu de la présente convention, sans qu'un avenant aux présentes soit nécessaire, dès lors que les volumes financiers globaux correspondant au coût global du service, restent les mêmes.

Au fil de l'exécution de la présente convention, la Commune peut librement procéder à des recrutements ou créer des emplois dans le service ainsi mis à disposition.

Article 3 — Modalités de mise à disposition des agents

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 du CGCT, les fonctionnaires et agents territoriaux de tous statuts affectés au sein du service mis à disposition en application de la présente convention sont, de plein droit, mis à disposition de la CAD pour la durée de travail annualisée évoquée à l'article 2 de la présente convention.

Ils sont alors placés, pendant la durée de la mise à disposition, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la CAD. Tel que prévu à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, le Président de la CAD ou son délégué peut adresser directement au chef du service technique mis à disposition, toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service municipal. Il contrôle l'exécution de ces tâches. Copies de ces actes et informations seront communiquées au Maire de la Ville.

Les agents concernés continuent de relever de la Commune pendant la durée de la mise à disposition. Ni leurs avantages collectivement acquis, ni leur régime indemnitaire ne s'en trouvent changés.

L'évaluation de l'agent mis à disposition continue de relever de la Commune. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein de la CAD et transmis à la Commune qui conduit l'évaluation, si la Commune le souhaite.

Le pouvoir disciplinaire continue de relever de l'exécutif municipal mais sur ces points l'exécutif communautaire bénéficiaire de la mise à disposition peut émettre des avis ou des propositions.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la Commune, laquelle prend notamment les décisions relatives aux congés annuels et en informe la CAD qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite.

La Commune délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la CAD si ces décisions ont un impact substantiel pour celle-ci.

Article 4 — Mise à disposition de biens matériels

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la Commune, même s'ils sont mis à la disposition de la CAD. Il s'agit :

- d'un souffleur de feuille thermique,
- d'un motoculteur,
- d'une tondeuse autotractée,
- d'une débroussailleuse thermique,
- d'un pulvérisateur à dos,
- d'une tronçonneuse,
- d'une tronçonneuse sur perche,
- d'un taille haie thermique.

Article 5 — Modalités de remboursement de frais.

Conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition partielle du service technique de la Commune au profit de la CAD, fait l'objet d'un remboursement, par le bénéficiaire de la mise à disposition, des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Ce montant est fixé, au jour de la signature de la présente convention et eu égard aux services et aux volumes mis à disposition à :

- 11 000 € en 2016 pour la première tranche de restructuration du jardin et son entretien,
- 11 000 € en 2017 pour la seconde tranche de restructuration et d'entretien du jardin,
- 6 000 € par an à compter de 2018 pour l'entretien du jardin.

Le montant du remboursement inclut les charges de personnel et frais assimilés (rémunérations, charges sociales).

Ce montant sera versé annuellement, par la CAD à la Commune, à charge pour la Commune d'émettre un titre en ce sens.

La modulation du temps de travail annuel de mise à disposition sera opérée au fil des décisions des deux exécutifs de la Commune et de la CAD. Un état annuel, agent par agent, du temps consommé pour la CAD sera établi contradictoirement entre les parties afin de s'assurer du respect des termes de l'article 2 de la présente convention.

Ensuite, tous les ans, au plus tard à chaque adoption du compte administratif, la liste de ces agents est actualisée sans pour autant qu'il soit nécessaire de l'annexer ni de passer un avenant à la présente convention.

Article 6 – Durée et date d'effet de la convention

La présente convention s'applique à compter du 1^{er} avril 2016 et s'achève le 31 mars 2019. Elle peut être prorogée par délibérations concordantes des organes délibérants de la Commune et de la CAD.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition sont automatiquement transférés à la CAD pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Commune, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

Article 7 — Assurances et responsabilités

Durant la mise à disposition du service, les agents concernés agiront sous la responsabilité de la CAD. Les sommes éventuellement exposées par la Commune au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 5 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

Article 8 — Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Article 9 : Dispositions terminales

La présente convention sera transmise en Sous-Préfecture et notifiée au service concerné ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Commune et de la CAD.

Fait à Draguignan, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté
D'Agglomération Dracénoise

Pour la Commune

Olivier AUDIBERT-TROIN
Président
Député du Var

Bernard CHILINI
Maire